



Le DGPN annonce pour la 2^{ème} fois que l'IGPN va comptabiliser les blessés ou tués par la Police

En septembre 2017, la directrice de l'IGPN l'avait annoncé. En février 2018 au tour de Monsieur le Directeur Général de faire fièrement... la même annonce. Quand on sait que son présent dure 7 mois, il a été vite. On aura même un fichier pour ça, car pour notre directeur « *des chiffres et leurs interprétations sont diffusés par certains organismes nationaux ou internationaux de défense des droits de l'homme. Or ces informations souffrent d'un manque de rigueur et d'objectivité et sont souvent prétexte à contester la légitimité de l'action des forces de l'ordre.* »

Quand on sait que Monsieur le Directeur Général ferme les yeux sur les « trucages » des statistiques de la délinquance, notamment à Marseille, on ne peut que s'interroger sur la fiabilité des chiffres, qu'il va proposer. A noter, qu'au nom de la « transparence » notre Directeur Général n'a pas voulu nous transmettre une copie de l'audit sur la situation marseillaise.

VIGI. note également que c'est une fois de plus la police qui va être juge et partie, ce qui est contraire au [Code Européen d'Ethique de la Police](#), signé par la France en 2001.

VIGI. est pour que la population puisse connaître l'action de sa police en toute transparence, mais cette « comptabilité » opaque ne va qu'alimenter la propagande des associations comme « urgence notre police assassine ».

Comme l'a déclaré la patronne de l'IGPN, « *c'est un projet où on va simplement comptabiliser, ce n'est pas un projet où on va séparer ce qui est légitime et ce qui n'est pas légitime* ».

Aucun rôle pédagogique pour expliquer pourquoi il y a eu usage légitime de la force et toujours un « flou artistique » entretenu volontairement pour que le nombre réel de « bavures policières » reste du domaine du fantasme et non de la réalité objective.

Par ailleurs, **VIGI.** se demande si dans ces morts et blessés de la responsabilité de la Police Nationale seront inclus tous les collègues que notre administration poussent au suicide par son management délétère, la perte de sens de notre métier et/ou le fait de détruire nos vies familiales en ne respectant pas les textes en vigueur ? Pour mémoire, 50 de nos collègues se sont suicidés en 2017 et déjà 9 en 2018, bien que selon notre Directeur Général « *le quotidien des policiers s'est amélioré.* » Voilà les déclarations qu'on peut faire, quand on se base sur des « chiffres » et non la réalité.

VIGI. s'interroge également si cette « comptabilité » va inclure tous les collègues qui sont blessés ou tués faute d'avoir du matériel adapté à leurs missions ou à cause d'ordre incohérent avec la réalité de terrain ?

VIGI. propose, si cette mascarade devait aboutir en l'état, un moyen très simple de réduire le nombre « d'honnêtes » citoyens, totalement inconnus des services de police et respectueux des institutions, blessés par les « méchants » policiers : que nous n'intervenions plus d'initiative et ne faire que répondre aux appels 17.

« Les vies humaines ne semblent pas avoir une valeur inestimable pour les hommes de pouvoir. Ce ne sont finalement que des statistiques »

Christiane VILLON